



CONSEIL "COMPÉTITIVITÉ"

Bruxelles, les 27 et 28 mai 2021

Jeudi 27 mai, le Conseil examinera les questions relatives au marché intérieur et à l'industrie. Vendredi 28 mai, il abordera les questions liées à la recherche dans la matinée et les questions liées à l'espace dans l'après-midi. La session du jeudi sera présidée par M. Pedro Siza Vieira, ministre d'État portugais, ministre portugais de l'économie et de la transition numérique, tandis que la session du vendredi sera présidée par M. Manuel Heitor, ministre portugais des sciences, des technologies et de l'enseignement supérieur.

* * *

Le jeudi, la session débutera à 9 h 30. Dans la matinée, les ministres chargés du marché intérieur et de l'industrie seront informés (en session publique) par la présidence des progrès réalisés jusqu'à présent dans l'examen du **train de mesures sur les services numériques** (proposition de législation sur les services numériques et de législation sur les marchés numériques) et tiendront un débat d'orientation (également en session publique) sur ce train de mesures, en vue d'arrêter des orientations politiques pour la suite des travaux. Dans la matinée également, le Conseil sera invité à approuver deux textes de conclusions concernant respectivement a) le tourisme en Europe dans la prochaine décennie et b) l'utilisation des technologies des données à l'appui d'une "meilleure réglementation". Au cours du déjeuner, les ministres auront un échange de vues informel sur la meilleure manière de coordonner les mesures de relance économique au lendemain de la crise pandémique. La session de l'après-midi débutera vers 15 heures par un débat d'orientation sur la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle, en mettant un accent particulier sur l'importance qu'il y a à **garantir l'accès aux matières premières critiques**. La session se terminera par une série de points d'information sous "Divers", au cours desquels les ministres prendront note d'informations fournies par:

- la Commission, en ce qui concerne les règlements proposés sur les subventions étrangères qui entraînent des distorsions et des règles harmonisées en matière d'intelligence artificielle, ainsi que la communication sur le réexamen de la politique commerciale;
- dix-sept délégations, en ce qui concerne les défis auxquels est actuellement confronté le système européen de normalisation;
- les délégations autrichienne, belge et tchèque en ce qui concerne leur point de vue sur les éléments essentiels d'un droit de la concurrence et d'un encadrement des aides d'État permettant d'assurer la compétitivité européenne;
- la délégation slovène, en ce qui concerne le programme de travail de sa prochaine présidence du Conseil.

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Le vendredi, la session du matin commencera à 10 heures. Les ministres chargés de la recherche seront invités à adopter une orientation générale sur l'**entreprise commune pour le calcul à haute performance européen**, ainsi que des conclusions du Conseil sur l'**amélioration des carrières des chercheurs en Europe**. Ces travaux seront suivis par un débat d'orientation sur le **nouvel espace européen de la recherche**. Sous "Divers", la présidence informera les ministres des progrès accomplis jusqu'à présent dans les discussions relatives à la participation de l'UE au partenariat européen dans le domaine de la métrologie (en session publique), ainsi que sur le règlement établissant les entreprises communes dans le cadre d'Horizon Europe. Les ministres recevront également des informations de la Commission sur la participation à la Mission Innovation et sur la communication sur l'approche globale à l'égard de la recherche et de l'innovation. Enfin, la délégation slovène informera les ministres du programme de travail de sa prochaine présidence. Au cours du déjeuner, les ministres auront un échange de vues informel sur la meilleure manière d'articuler les synergies et les possibilités de financement des plans pour la reprise et la résilience et des missions et partenariats Horizon Europe. La session de l'après-midi débutera vers 15 heures. Les ministres chargés des questions spatiales adopteront des conclusions sur "le nouvel espace au service des personnes" et "l'espace au service des personnes dans les zones côtières européennes" et tiendront un débat d'orientation sur la position de l'UE concernant la gestion du trafic spatial. Sous "Divers", la délégation slovène informera les ministres du programme de travail de sa prochaine présidence.

Point presse: Vendredi 21 mai 2021 à 18 heures

Conférences de presse: Jeudi 27 mai vers 18 heures (salle de presse du JUSTUS LIPSIUS)

Vendredi 28 mai vers 14 h 15 (salle de presse du JUSTUS LIPSIUS)

Vendredi 28 mai vers 17 h 15 (salle de presse du JUSTUS LIPSIUS)

* * *

[Page de la session du Conseil "Compétitivité"](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

Marché intérieur et industrie

Règlement relatif à un marché intérieur des services numériques (législation sur les services numériques) et modifiant la directive 2000/31/CE

Sur la base d'un [rapport sur l'état des travaux](#) élaboré par la présidence, le Conseil sera informé des progrès accomplis jusqu'à présent dans l'examen de la proposition de règlement au sein de ses instances préparatoires (session publique).

Contexte

Présenté en décembre 2020, le règlement proposé, conjointement avec la législation sur les marchés numériques (voir ci-après), vise à mettre à jour et compléter les règles régissant les services numériques au sein de l'Union européenne dans le cadre du train de mesures sur les services numériques. Il s'agit de réviser et d'actualiser la directive sur le commerce électronique de 2000 compte tenu de la transformation qui s'est opérée au cours des deux dernières décennies. En ce qui concerne en particulier les plateformes en ligne telles que les réseaux sociaux ou les places de marché, qui fournissent des services dans l'UE depuis n'importe quel endroit du monde, le règlement proposé vise à renforcer et clarifier un ensemble commun de responsabilités afin de protéger les utilisateurs contre les biens, contenus ou services illégaux et de protéger leurs droits fondamentaux en ligne. Cette proposition vise également à assurer la transparence et une surveillance réglementaire renforcée des plateformes en ligne.

[Proposition de la Commission relative à une législation sur les services numériques](#)

[Train de mesures sur les services numériques \(Commission européenne\)](#)

Règlement relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique (législation sur les marchés numériques)

Sur la base d'un [rapport sur l'état des travaux](#) élaboré par la présidence, le Conseil sera informé des progrès accomplis jusqu'à présent dans l'examen de la proposition de règlement au sein de ses instances préparatoires (session publique).

Contexte

Présenté en décembre 2020, en même temps que la législation sur les services numériques (voir ci-dessus), le règlement proposé vise à faire en sorte que les marchés caractérisés par de grandes plateformes agissant en tant que contrôleurs d'accès restent équitables et contestables pour les innovateurs, les entreprises et les nouveaux entrants. Cela est censé favoriser l'innovation, des produits et services numériques de grande qualité, des prix équitables et compétitifs, ainsi qu'un niveau élevé de qualité et de choix pour les entreprises utilisatrices et les utilisateurs finaux dans le secteur numérique.

[Proposition de la Commission relative à une législation sur les marchés numériques](#)

[Train de mesures sur les services numériques \(Commission européenne\)](#)

Tirer parti de la compétitivité et de l'influence mondiale de l'Union européenne grâce à un ambitieux train de mesures sur les services numériques

Sur la base d'une [note de la présidence](#), les ministres seront invités à procéder à un échange de vues (session publique) sur les aspects du train de mesures sur les services numériques susmentionné (législation sur les services numériques et législation sur les marchés numériques) qu'ils considèrent comme essentiels pour assurer le renforcement du marché unique numérique et un espace en ligne plus sûr où les droits fondamentaux sont protégés et où la concurrence est libre et équitable.

[Un avenir numérique pour l'Europe \(page "Politiques"\)](#)

Mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe – garantir l'accès aux matières premières critiques revêt une importance cruciale

Sur la base d'une [note de la présidence](#), les ministres tiendront un débat d'orientation sur la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle, en mettant un accent particulier sur l'importance qu'il y a à garantir l'accès aux matières premières critiques. Pour orienter le débat, la présidence a diffusé les deux questions suivantes:

1. Quels sont les trois éléments de la mise à jour de la stratégie industrielle auxquels il convient d'accorder la priorité pour ce qui est des mesures à adopter à court/moyen terme? Compte tenu du rôle essentiel joué par le marché intérieur, quels sont les trois éléments que vous jugez particulièrement importants pour le nouvel instrument du marché unique pour les situations d'urgence?
2. Quelles sont les dépendances à l'égard des matières premières critiques qui empêchent de réaliser des investissements à l'échelle et au rythme requis pour activer de manière effective les transitions écologique et numérique? Quels investissements dans la chaîne de valeur des matières premières les États membres entendent-ils soutenir par l'intermédiaire d'investissements privés, de la facilité pour la reprise et la résilience, de fonds de l'UE et/ou d'aides d'État?

Contexte

Le 5 mai 2021, la Commission a adopté sa communication intitulée "Mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle de 2020": construire un marché unique plus solide pour soutenir la reprise en Europe". Dans cette communication, la Commission répond aux demandes formulées par le Conseil européen, en particulier dans ses conclusions d'octobre 2020, où il invitait à recenser les risques liés aux dépendances stratégiques dans les écosystèmes industriels les plus sensibles ainsi que des mesures pour réduire ces dépendances.

Le point de départ de la mise à jour de la stratégie est que les principes et priorités définis dans le train de mesures de mars 2020 consacré à la politique industrielle sont toujours valables. Cette mise à jour ne remplace pas la stratégie qui a été publiée en 2020. La communication constitue une mise à jour ciblée qui met l'accent sur ce qui doit encore être fait et sur les enseignements qui ont été tirés depuis l'année dernière.

La Commission y souligne que l'UE doit renforcer son autonomie stratégique dans des domaines clés, compte tenu des perturbations subies pendant la crise, par exemple le long de la chaîne d'approvisionnement dans l'écosystème de la santé et, plus récemment, de la pénurie de semi-conducteurs frappant l'industrie automobile. La communication présente une cartographie des dépendances stratégiques qui portent atteinte aux intérêts de l'UE, notamment en ce qui concerne la santé, la sécurité et la sûreté, et l'accès aux matières premières et aux technologies nécessaires aux transitions écologique et numérique.

La Commission propose un ensemble de mesures de politique publique pour remédier à ces dépendances et développer des capacités stratégiques, aussi diverses que la constitution de stocks, la diversification des chaînes d'approvisionnement internationales ou des partenariats internationaux avec différents partenaires commerciaux, autant que possible.

[Communication de la Commission intitulée "Mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle de 2020"](#)

Conclusions intitulées "Le tourisme en Europe au cours de la prochaine décennie: durable, résilient, numérique, mondial et social"

Sur la base d'une [proposition de la présidence](#), le Conseil sera invité à adopter des conclusions sur l'avenir du tourisme européen.

Le tourisme est une activité économique et sociale transversale qui a une incidence majeure sur la croissance économique, l'emploi et le développement durable en matière sociale et environnementale des régions, contribuant à la préservation et à la promotion des valeurs et du patrimoine culturel européens. Le tourisme est également l'écosystème industriel qui a été le plus durement touché par la crise provoquée par la pandémie et celui qui pourrait mettre le plus de temps à se relever.

Conclusions sur les technologies de données à l'appui d'une "meilleure réglementation"

Sur la base d'une [proposition de la présidence](#), le Conseil sera invité à adopter des conclusions sur les moyens de promouvoir l'utilisation des technologies des données pour soutenir l'élaboration d'une législation de haute qualité fondée sur les données et numérique par défaut, en tenant dûment compte du cadre général établi pour l'amélioration de la réglementation.

[Accord "Mieux légiférer" \(page "Politiques"\)](#)

[Communication de la Commission d'avril 2021 intitulée: "Une meilleure réglementation: unir nos forces pour améliorer la législation"](#)

Divers

a) Propositions législatives en cours d'examen

i) Règlement sur les subventions étrangères qui entraînent des distorsions dans le marché intérieur

Sur la base d'une [note de la Commission](#), le Conseil sera informé (en session publique) des principaux objectifs visés par la proposition de règlement sur les subventions étrangères entraînant des distorsions dans le marché intérieur, qui a été présentée récemment.

[Proposition de règlement sur les subventions étrangères qui entraînent des distorsions dans le marché intérieur](#)

ii) Règlement établissant des règles harmonisées en matière d'intelligence artificielle

La Commission présentera au Conseil (en session publique) sa récente proposition visant à établir un cadre juridique pour une intelligence artificielle digne de confiance et un marché intérieur performant pour les systèmes d'intelligence artificielle.

[Règlement établissant des règles harmonisées en matière d'intelligence artificielle](#)

b) Réexamen de la politique commerciale - Une politique commerciale ouverte, durable et ferme

La Commission présentera au Conseil sa récente communication sur le réexamen de la politique commerciale.

[Communication de la Commission intitulée "Réexamen de la politique commerciale - Une politique commerciale ouverte, durable et ferme"](#)

c) Compétitivité de l'industrie de l'UE et normalisation harmonisée efficace

Sur la base d'une [note commune](#), dix-sept délégations informeront le Conseil de ce qu'elles considèrent comme les défis auxquels est actuellement confronté le système européen de normalisation.

d) Éléments essentiels d'un droit de la concurrence et d'un encadrement des aides d'État permettant d'assurer la compétitivité européenne

Sur la base d'une [note commune](#), les délégations autrichienne, belge et tchèque informeront le Conseil de ce qu'elles estiment qu'il y a lieu de faire pour moderniser le cadre juridique de l'UE en matière de concurrence et d'aides d'État.

e) Programme de travail de la prochaine présidence

La délégation slovène informera le Conseil du programme de travail de la prochaine présidence slovène dans les domaines du marché intérieur et de l'industrie.

Recherche et innovation

Règlement établissant l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen

Sur la base d'une [proposition de la présidence](#), le Conseil sera invité à arrêter une orientation générale concernant le règlement susmentionné.

Le projet de règlement, qui remplace le règlement existant, a été aligné sur le cadre financier pluriannuel de l'UE pour la période 2021-2027, permettant ainsi à l'entreprise commune d'utiliser des fonds provenant de programmes tels qu'Horizon Europe et le programme pour une Europe numérique, ainsi que du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Le règlement tient également compte des progrès technologiques récents, tels que l'informatique quantique.

L'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen est de créer, de déployer, d'étendre et de conserver dans l'Union une infrastructure intégrée de supercalcul et de données de classe mondiale, ainsi que de mettre en place et de soutenir un écosystème très compétitif et innovant en matière de calcul à haute performance. Elle a été créée en octobre 2018 en tant que cadre juridique et financier mettant en commun les ressources de l'UE, de 32 pays et de deux membres privés: la plateforme technologique européenne pour le calcul à haute performance et la Big Data Value Association.

Conclusions sur l'approfondissement de l'espace européen de la recherche: offrir aux chercheurs des carrières et des conditions de travail attrayantes et durables et faire de la circulation des cerveaux une réalité

Sur la base d'une [proposition de la présidence](#), le Conseil sera invité à adopter des conclusions sur les moyens possibles de renforcer l'attrait des carrières scientifiques en Europe en vue d'attirer et de retenir les chercheurs d'excellence sur le continent.

Renouveler l'Espace européen de la recherche: comment préparer le déploiement d'un EER ambitieux adapté à la prochaine décennie

Sur la base d'une [note de la présidence](#), les ministres seront invités à procéder à un échange de vues sur la manière de préparer le déploiement d'un espace européen de la recherche ambitieux pour la prochaine décennie. Pour encadrer le débat, la présidence a diffusé les trois questions suivantes:

- "1. Comment, selon les ministres, les politiques en matière de recherche et d'innovation contribuent-elles à l'avenir de l'Europe et quelle serait leur vision pour 2030, y compris en ce qui concerne le renouvellement de l'espace européen de la recherche?
2. La réalisation, d'ici à 2030, du marché unique des chercheurs et des connaissances - avec des conditions-cadres et des normes adéquates - devrait-elle être l'un des objectifs de la nouvelle vision, couvrant les chercheurs, les organismes de recherche, les bailleurs de fonds et le mécanisme et les organismes réglementaires?
3. Étant donné qu'il existe plusieurs options pour concrétiser cette vision, quels sont selon les ministres les modalités, les processus et les mécanismes les plus efficaces pour préparer le déploiement de l'EER?"

Contexte

Vingt ans après la création de l'espace européen de la recherche (EER), les conclusions du Conseil sur le nouvel EER et la communication de la Commission intitulée "Un nouvel EER pour la recherche et l'innovation" constituent les deux grands jalons jetant les bases d'un EER renouvelé pour les années à venir.

La communication de la Commission intitulée "Un nouvel EER pour la recherche et l'innovation", publiée le 30 septembre 2020, vise à répondre aux nouvelles priorités de l'UE dans le cadre des transitions écologique et numérique et à intégrer les enseignements tirés de la crise de la COVID-19. Elle contient une feuille de route comportant quatorze actions clés entre 2021 et 2024, qui vont de l'élaboration de feuilles de route technologiques communes avec l'industrie ayant une dimension R&I, à la création de synergies avec l'enseignement supérieur et à l'accompagnement de l'évolution de carrière des chercheurs.

[Le nouvel espace européen de la recherche:le Conseil adopte des conclusions \(communiqué de presse\)](#)

[Communication de la Commission intitulée "Un nouvel EER pour la recherche et l'innovation"](#)

Divers

a) Proposition législative en cours d'examen: Décision relative à la participation de l'Union au partenariat européen dans le domaine de la métrologie entrepris conjointement par plusieurs États membres

Le Conseil sera informé (en session publique) des progrès réalisés à ce jour au sein de ses instances préparatoires en ce qui concerne l'examen de la proposition de décision.

[Proposition de décision relative à la participation de l'Union au partenariat européen dans le domaine de la métrologie](#)

b) Règlement du Conseil établissant les entreprises communes dans le cadre d'Horizon Europe

Le Conseil sera informé (en session publique) des progrès réalisés à ce jour au sein de ses instances préparatoires en ce qui concerne l'examen de la proposition de règlement.

[Proposition de règlement établissant les entreprises communes dans le cadre d'Horizon Europe](#)

c) Mission Innovation: adhésion

Sur la base d'une [note de la Commission](#), le Conseil sera informé de l'intention de la Commission de poursuivre son engagement dans les activités et la gouvernance de la Mission Innovation au cours de la deuxième phase de l'initiative, qui doit être lancée le 31 mai.

d) Communication de la Commission sur l'approche globale à l'égard de la recherche et de l'innovation

Sur la base d'une [note de la Commission](#), le Conseil sera informé de l'approche globale à l'égard de la recherche et de l'innovation exposée dans la communication de la Commission récemment adoptée. La communication présente le point de vue de la Commission sur la stratégie de l'Europe en matière de coopération internationale dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

[Communication de la Commission sur l'approche globale à l'égard de la recherche et de l'innovation](#)

e) Programme de travail de la prochaine présidence

La délégation slovène informera le Conseil du programme de travail de la prochaine présidence slovène dans le domaine de la recherche.

Espace

Conclusions sur le nouvel espace au service des personnes

Sur la base d'une [proposition de la présidence](#), le Conseil sera invité à adopter des conclusions sur la nécessité d'une approche européenne du nouvel espace en tant que moteur d'un secteur spatial de l'UE innovant, résilient et compétitif.

Conclusions sur l'espace au service des personnes dans les zones côtières européennes

Sur la base d'une [proposition de la présidence](#), le Conseil sera invité à adopter des conclusions sur la nécessité de libérer tout le potentiel que Copernicus, Galileo et EGNOS représentent afin d'améliorer l'atténuation du changement climatique et la qualité de vie des personnes dans les zones côtières européennes.

Vers une meilleure position de l'UE concernant la gestion du trafic spatial

Sur la base d'une [note de la présidence](#), accompagnée d'un [projet de feuille de route](#), les ministres seront invités à débattre des principaux éléments constitutifs d'une future position de l'UE sur la gestion du trafic spatial. Pour orienter le débat, la présidence a diffusé les trois questions suivantes:

"1. Les ministres conviennent-ils de l'importance et de la nécessité de développer une approche européenne de la gestion du trafic spatial afin d'assurer la protection des citoyens européens et de leurs États membres, ainsi que de promouvoir de nouveaux intérêts entrepreneuriaux de l'UE pour mieux positionner l'Europe dans les enceintes internationales? La feuille de route provisoire proposée constitue-t-elle une bonne approche pour faire progresser les travaux du Conseil?

2. En raison des multiples niveaux de compétence i) le niveau national, ii) le niveau de l'Union et, enfin, iii) le niveau international, quelle voie serait la meilleure pour atteindre les objectifs en matière de gestion du trafic spatial et d'un futur système européen de surveillance de l'espace, y compris en tant qu'approche par étapes pour renforcer les capacités techniques, garantir les compétences opérationnelles et promouvoir un cadre réglementaire européen adéquat?

3. Étant donné qu'il existe de nombreuses manières d'approcher la gestion du trafic spatial en ce qui concerne les éléments constitutifs, par exemple le suivi, la coordination et la réglementation; l'exploitation, la sécurité et le renforcement des capacités; ou d'autres combinaisons telles que le développement des capacités, les règles et la normalisation et les activités au niveau international, quelle combinaison d'éléments constitutifs serait la meilleure pour élaborer une approche européenne? Quels acteurs devraient être associés?"

Divers

Programme de travail de la prochaine présidence

La délégation slovène informera le Conseil du programme de travail de la prochaine présidence slovène dans le domaine de l'espace.
